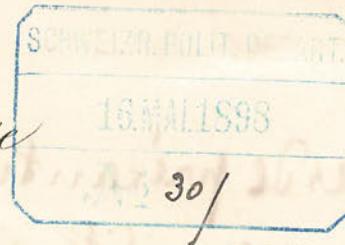


✓ Legation de Suisse
en Italie.



Rome, le 12 Mai 1898.

XII. a. 14.

Rapport Politique N° 58.

15 mai 9th
or circulaire ✓ + ^{not} différants

Monsieur le Président,

Des journaux que je vous ai envoyés presque quotidiennement depuis l'expédition de mon rapport n° 57 du 1^{er} de ce mois, vous enverront tenu au courant des désordres qui ont eu lieu un peu partout en Italie ces derniers quinze jours. A Milan le mouvement a pris le caractère d'une vraie révolution avec barricades, canonnades etc..

L'ordre paraît établi aujourd'hui dans la capitale bombardée, mais hier encore il y a eu des exécutions assez sérieuses à Naples.

Depuis une manifestation à Genzano, dans les monts Albains, la province de Rome est restée jusqu'à présent tranquille, grâce certainement Monsieur Duffy,

Président de la Confédération.

Bern.



2.

aux mesures de précaution et au grand appareil de forces militaires déployé surtout dans la ville de Rome. Avant-hier, mardi, on s'attendait assez généralement à quelque mouvement; nombre de magasins étaient fermés, les armuriers et couteliers par ordre supérieur. Mais il n'y a rien eu. Les portes de la ville et certaines places publiques ne continuent toutefois pas moins à être gardées militairement, et l'artillerie de la garnison de Rome, qui se trouvait à Vettuno pour des exercices de tir, a été rappelée dans le capitale.

Le gouvernement a réprimé les désordres avec beaucoup d'énergie. L'état de siège a été proclamé pour les provinces de Milan, de Florence et de Toscane; dans presque toute la péninsule le service de la sûreté publique a été remis entre les mains des commandants les corps d'armée; enfin, hier a été prise une disposition de la plus

Légation de Suisse
en Italie.

Rome, le

E.

grande importance : le service des chemins de fer dans tout le Royaume a été organisé militairement, c'est-à-dire que tous les employés de chemin de fer deviennent du corps soldats en activité de service, soumis en conséquence non plus aux lois civiles ordinaires, mais à la discipline et au code pénal militaires. Cette mesure a paru nécessaire, parceque l'on craignait des grèves de la part des employés de chemin de fer, grèves qui, dans le moment actuel, auraient pu présenter les plus grands dangers.

Enfin la Gazzetta Ufficiale d'hier avoir publié une décret régional approuve la session actuelle du Sénat et de la Chambre des Députés. On peut se demander si le Ministère a été honnêtement inspiré à cet égard et s'il n'a pas mieux valu laisser fonctionner cette machine de sûreté. Un Cabinet plus

4. homogène, plus fort et pouvant compter sur une fidèle majorité parlementaire n'enrait pas en besoing de recourir à cet expédient : mais tel n'est pas l'actuel Ministère di Quirini. —

Maintenant que la tranquillité paraît rétablie, superficiellement du moins, l'on se préoccupe des moyens de l'assurer pour l'avenir. On parle de la concentration de tous les partis amis de l'ordre social, de la formation d'un Ministère à puissance, de la promulgation de sévères lois de répression, de la restriction de la liberté de la presse etc..... Il se peut que l'on fasse quelque chose dans ce sens, mais il est plus probable que l'on ne fera rien, et en tout cas ce n'est pas là qu'il faut chercher le remède. Si les bas-fonds de la population italienne s'agitent, si ils forment un terrain tout disposé à recevoir et à faire germer les idées

5.

socialistes, c'est parce qu'ils vivent en partie
de faim, parce qu'ils ont le plus gros parts
des importations à supporter, parce qu'ils
manquent de toute initiative, attendent tout
du gouvernement qui les rendent irrespon-
sable de tous les malheurs qui les frappent,
enfin parce que la propriété foncière est
aussi mal répartie et administrée que
possible. Pour tenter avec quelque chance
de succès de pacifier définitivement les
esprits en Italie, il faudrait abolir les
droits d'octroi (chaque petite commune
en perçoit pour son compte et pour
celui du gouvernement), diminuer cer-
taines droits d'enclise sur les objets de
première nécessité — le pétrole par exemple
coûte 45 centimes le litre, il devrait 1 fr. 50,
le sel 11 francs le kilo —, distribuer les
importations d'une manière plus équitable,
mieux répartir la propriété foncière
et, dans certaines parties du Royaume,

introduire une culture des terres beaucoup plus intense. Si à tout cela venait s'ajouter le réveil de l'ancien esprit d'entreprise, qui a rendu grandes au moyen-âge les Républiques italiennes, alors le pays pourrait redevenir prospère et le sort même des plus misérables se trouverait considérablement amélioré.

Mais le lourde dette contractée par l'Italie, la fiscalité et la bureaucratie qui règnent dans ce pays menacent de rendre illusoire ou impossible toute réforme radicale; il est donc bien à craindre que l'on ne continuera à piétiner sur place et à vivre en jour le jour.

Pendant que je dictais ce rapport, M^r. Visconti Venosta m'a fait demander au Ministère pour me prier de vous faire les communications qui ont formé l'objet de mon télégramme chiffré de cette

Z

après-midi. Il estime que les regards que les Etats voisins et amis se doivent réciproquement imposent au Conseil fédéral le devoir de ne pas souffrir sur le territoire de la Confédération ces agglomérations d'ouvriers italiens, au nombre de plusieurs centaines, telles qu'elles sont signalées par les dépêches des journaux et avec le but proclamé de faire irruption en Italie pour y combattre les institutions et les autorités du pays. Au cours de la conversation, Mr Visconti-Venosta m'a fait entendre que sa manière de voir était partagée à Vienne et à Berlin.

Rien de nouveau quant à la guerre hispano-américaine. Même celles parmi les puissances européennes qui seraient les plus enclines à interposer leur bras officiel entre les belligérants reconnaissent, à ce que vient de me dire Mr Visconti-Venosta, que le moment d'agir n'est pas

encore venu et se bornent, fante de niente,
à suivre les événements.

Veuillez agréer, Monsieur le Prési-
dent, les nouvelles assurances de ma
très haute considération.

Le Ministre de Suisse:

Carlin